



ARRETE N° ARI_2026_505

Secretariat Général
Réf. : AZ/CF/CR/CS/FT
Nomenclature : 6.1.3

ARRETE **TEMPORAIRE** :

PORTANT REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION SUR LA RUE JOSEPH FREDERIC MARQUIS POUR L'ENTREPRISE TPR S.A.S. (MANDATEE PAR LA COMMUNE DE BOLLENE) EN VUE DE TRAVAUX DE CREATION D'UN POTEAU INCENDIE DU 02 AU 04 SEPTEMBRE 2026

Le Maire de la commune de BOLLENE (Vaucluse),

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié par arrêté du 13 juin 2022,

Vu le décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,

Vu la délibération du conseil municipal du 19 février 2014, relative à l'adoption du règlement de voirie,

Vu l'arrêté municipal n° ARI_2026_198 du 27 mars 2026, portant délégation de fonction à monsieur Claude FROMENT, Adjoint au Maire,



Ville de Bollène

ARRETE N° ARI_2026_505

Vu le marché public du 1^{er} octobre 2025, relatif à la mise en fourrière des véhicules, enlèvement et gardiennage,

Vu la demande par laquelle l'entreprise TPR S.A.S. (demeurant 226, route de Travaillan – 84290 SAINTE CECILE LES VIGNES) sollicite la réglementation de voirie nécessaire à la réalisation de travaux de création d'un poteau incendie,

Vu la situation des lieux,

Considérant que des travaux rue Joseph-Frédéric Marquis nécessitent que l'entreprise TPR S.A.S. prenne les mesures indispensables dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

ARRÊTE

REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION

ARTICLE 1 – Du 02 au 04 septembre 2026, le stationnement et la circulation seront temporairement réglementés sur la rue Joseph Frédéric Marquis dans les conditions définies ci-après.

ARTICLE 2 – Le stationnement des véhicules légers et poids lourds sera interdit sur la zone de travaux, qui sera barrée à la circulation.

L'accès à la résidence « Les rosiers » sera maintenu.

Le responsable des travaux devra prendre toutes mesures de protection et de signalisation nécessaires afin d'assurer la lisibilité, la propreté et la sécurité du chantier, ainsi que la sécurité des usagers (piétons et automobilistes) de jour comme de nuit.

Signalisation :

L'implantation de la signalisation sera réalisée sur la base des indications de l'entreprise (Cerfa n° 14024*01) et du manuel de chantier.

Une déviation sera mise en place par la rue Alphonse Daudet, puis l'avenue Salvador Allende et la rue Paul Valéry, dans les deux sens de circulation.



ARRETE N° ARI_2026_505

La mise en place de la signalisation est à la charge du pétitionnaire :

- Un panneau de type KC1 « Route Barrée » jouté d'un panneau de type AK5 « Travaux » et d'un panneau de type KD22 « Déviation » à l'intersection de la rue Alphonse Daudet et de la rue Joseph Frédéric Marquis,
- un panneau de type KD22 « Déviation » à l'intersection de la rue Alphonse Daudet et de l'avenue Salvador Allende,
- un panneau de type KD22 « Déviation » à l'intersection de la rue Joseph Frédéric Marquis et de la rue Paul Valéry.

Les matériels de signalisation temporaire seront tous de classe T2 conformément à la réglementation en vigueur.

Les panneaux seront solidement fixés sur un support stable qui pourra être lesté.

L'entreprise balisera de jour comme de nuit les fouilles, les dénivellations, les matériels et dépôts de matériaux.

La signalisation devra être permanente et adaptée aux différentes phases du chantier. Elle sera déposée par l'entreprise dès qu'elle n'en aura plus l'utilité. Au cas où certains panneaux de signalisation permanents devraient être masqués pour éviter toute confusion avec la signalisation temporaire, les matériaux utilisés pour le masquage seraient mis en place de manière à ne pas détériorer les panneaux existants.

ARTICLE 3 – Le chantier sera conduit le plus rapidement possible.

ARTICLE 4 – Le pétitionnaire est chargé du règlement de la circulation au droit de son chantier, conformément à la réglementation en vigueur. Il demeurera responsable des accidents qui pourraient résulter de l'encombrement ou de l'état de la chaussée.

ARTICLE 5 – Pour tous travaux risquant de perturber même momentanément la circulation sur la chaussée (réduction de largeur notamment), le pétitionnaire devra préalablement et obligatoirement prévenir les Services de Secours. La responsabilité du pétitionnaire sera engagée en cas d'incident provoqué par le non-respect de cet article.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté doit être affiché sur le lieu d'application.

ARTICLE 7 – L'autorisation est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des dispositions susmentionnées, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le pétitionnaire devrait alors, sur notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient



ARRETE N° ARI_2026_505

Ville de Bollène

prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 8 – Cet arrêté devra être présenté à toute réquisition des services de police.

ARTICLE 9 – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09 – dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 11 – Madame la Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques, le Chef de Service de la Police Municipale et le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bollène, le

28 août 2026

Claude FROMENT

Adjoint au Maire



Reçu en Préfecture le :

Affiché le min en ligne le 28/08/2026

Notifié le :

Exécutoire le :



